

## VINCENT BIRUTA

Ministre de l'Intérieur du Rwanda, ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Rwanda

**Seán Cleary, président de Strategic Concepts (Pty) Ltd, fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation**

Vous venez d'entendre l'équivalent du rapport Draghi sur l'Afrique. Je pense que cela vous permet d'appréhender l'immensité des défis, et la manière dont l'Afrique tente d'y faire face. L'Afrique compte 55 pays. Cinquante-quatre d'entre eux ont signé l'accord de libre-échange continental africain (seule l'Érythrée n'a pas signé) et 48 l'ont déjà ratifié. Ce sera de loin la plus vaste organisation de libre-échange au monde lorsque l'accord entrera pleinement en vigueur. Nardos a présenté les ambitions de l'Afrique et cerné les défis. Elle a également évoqué l'un des instruments au sein de ce cadre général, les communautés économiques régionales. Nous avons le privilège, cet après-midi, d'avoir parmi nous les représentants de deux d'entre elles : la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Je vais donc donner la parole à Vincent Biruta, qui nous parlera de l'Afrique du point de vue rwandais et du point de vue de la Communauté d'Afrique de l'Est.

### Vincent Biruta

Je vous remercie. C'est la première fois que je participe à la World Policy Conference. Je profite de cette occasion pour remercier M. Thierry de Montbrial de m'avoir invité, et pour mentionner à quel point j'apprécie la qualité élevée des panels qui ont discuté de divers sujets d'importance. Comme il a été dit, l'intégration régionale n'est pas seulement une option pour les pays d'Afrique, elle est impérative si nous voulons réussir notre développement économique et obtenir la paix. Les outils sont en place, l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) a été signé par 54 pays et ratifié par 48 États membres. Certains pays ont déjà entamé des échanges commerciaux dans le cadre de cet accord. Nous avons également huit communautés économiques régionales, dont l'une est la Communauté d'Afrique de l'Est. Ces communautés économiques régionales facilitent le processus d'intégration. Je vais me concentrer sur la Communauté d'Afrique de l'Est, bien que le Rwanda fasse également partie de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).

La Communauté d'Afrique de l'Est a été rétablie en 2000. Créée en 1967, elle avait été dissoute en 1977 en raison de différends entre les pays fondateurs : le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. En 2000, le traité établissant la Communauté d'Afrique de l'Est a été résigné, et d'autres membres ont rejoint les trois pays fondateurs. Le Rwanda et le Burundi ont adhéré le 1<sup>er</sup> juillet 2007. Par la suite, le Soudan du Sud a rejoint la Communauté d'Afrique de l'Est le 16 avril 2016, la République démocratique du Congo a suivi en mars 2022, et la Somalie

en mars 2024. Ensemble, ces huit États membres couvrent une superficie de 5,4 millions de km<sup>2</sup>, comptent quelque 350 millions d'habitants, et leur PIB total atteint 350 milliards de dollars (USD).

Le but ultime de la Communauté d'Afrique de l'Est est de devenir une fédération politique, ce qui constituera la dernière étape après l'union douanière, le marché commun et l'union monétaire. Le Rwanda a rejoint la Communauté d'Afrique de l'Est parce qu'elle présente des avantages : notre pays est enclavé, et la Communauté lui donne accès à un marché plus vaste. Elle lui facilite l'accès aux ports maritimes de Mombasa et de Dar Es Salam, situés à 1 400 km de notre capitale, Kigali. L'intégration au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est a développé les perspectives économiques et diplomatiques du Rwanda, et l'adoption de l'Union douanière de la Communauté d'Afrique de l'Est et du Protocole du Marché commun a permis aux entreprises rwandaises d'accéder à un plus vaste marché régional, ce qui a favorisé le commerce, la croissance économique et l'investissement.

La mise en œuvre de l'union douanière et du marché commun a entraîné la réduction des coûts commerciaux : les coûts de transport sont passés de 6 000 à 4 000 USD en utilisant le corridor septentrional qui nous relie au port de Mombasa, et de 5 300 à 3 500 USD en utilisant le corridor central qui mène à Dar Es Salam. Les délais d'expédition d'un chargement sont passés de 21 jours à quatre ou cinq jours si nous utilisons le port de Mombasa, et de 18 jours à trois ou quatre jours si nous utilisons le port de Dar Es Salam. L'instauration d'une politique de poste-frontière unique a également facilité le transport. Nous avons créé un poste-frontière unique où les fonctionnaires des deux pays travaillent dans le même bâtiment, et les procédures de dédouanement des marchandises importées au Rwanda ou exportées depuis notre pays ont lieu à cet endroit, ce qui réduit les délais de dédouanement.

Nous avons mis en place d'autres instruments pour faciliter la libre circulation des personnes : le Rwanda, l'Ouganda, le Kenya et le Soudan du Sud autorisent leurs habitants à se déplacer d'un pays à l'autre dans notre région avec leur carte d'identité nationale ou leur carte d'étudiant. Certains États membres de la Communauté d'Afrique de l'Est, à savoir le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya, ont mis en œuvre un visa touristique unique qui permet aux visiteurs d'entrer plusieurs fois dans ces pays. Ce visa ne coûte que 100 USD. Nous avons également un réseau unique de téléphonie mobile en Ouganda, au Kenya et au Rwanda. Nul besoin de changer de carte SIM lorsque vous voyagez d'un pays à l'autre, vous pouvez continuer à utiliser la même carte, et cela facilite la circulation des populations sur notre territoire.

Le Rwanda a donc tiré parti de son adhésion à la Communauté d'Afrique de l'Est, tout en apportant à cette Communauté certaines de ses expériences positives. Nous avons contribué à l'agenda d'intégration de la Communauté d'Afrique de l'Est. Nous avons instauré cette politique de poste-frontière unique que j'ai évoquée. C'est l'une des initiatives du Rwanda, et nos voisins l'ont acceptée. Cela a réduit de 84 % les délais de transport des marchandises. Le Rwanda pratique également une politique d'ouverture en matière de visas, ce qui facilite la venue de visiteurs dans le pays. Les habitants des pays membres de l'Union africaine n'ont pas besoin d'un visa pour entrer au Rwanda. Ils bénéficient d'un visa gratuit de 30 jours, tout comme les ressortissants des pays du Commonwealth et de l'Organisation internationale de la francophonie. Ils peuvent venir au Rwanda sans demander de visa, et ce gratuitement pendant

30 jours. Les ressortissants d'autres pays peuvent obtenir un visa de 30 jours à l'arrivée et doivent régler des frais de visa.

Naturellement, l'agenda d'intégration de notre continent et de notre région présente des défis. L'un de ces défis est la lenteur du processus d'intégration dans certains États membres. Nous avons mentionné la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), largement adoptée, mais il existe d'autres protocoles qui devraient être ratifiés pour faciliter la libre circulation des biens et des personnes. L'un d'eux, le protocole relatif à la libre circulation des personnes, a été ratifié par seulement quatre États membres de l'Union africaine. Naturellement, il existe des tensions entre États de temps à autre. Nous avons mentionné des conflits dans certaines de nos régions. Il y a encore des conflits armés intérieurs. Il faut également investir dans les infrastructures, car les marchandises ne peuvent pas circuler sans infrastructures de transport adéquates : aéroports, ports, liaisons ferroviaires, etc.

Le Rwanda a accompli beaucoup ces 30 dernières années, et nous pensons que nous progresserons encore davantage dans les années à venir. Nous avons adopté notre plan Vision 2050, et notre objectif est d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire supérieur d'ici 2035, avec un PIB par habitant de plus de 4 000 USD, alors que notre PIB par habitant actuel est de 1 040 USD. En 2050, nous avons l'intention de figurer parmi les pays à revenu supérieur, avec un PIB par habitant de plus de 12 476 USD. Je souhaiterais conclure par une citation de notre président, Son Excellence Paul Kagame : « Nous ne voulons pas être un pays de statu quo ni un peuple de statu quo. Vision 2020 se concentrait sur ce que nous devons faire pour survivre et retrouver notre dignité, mais Vision 2050 doit être axé sur l'avenir que nous choisissons, parce que nous le pouvons et parce que nous le méritons. » Le Rwanda est convaincu que la planification, la bonne gouvernance, la responsabilisation, la transparence, la sécurité et la stabilité politique et économique à long terme, soutenues par l'intégration régionale, peuvent nous mener à l'Afrique que nous voulons. Je vous remercie.

### **Séan Cleary**

Merci, Vincent. Je pense que tous ceux qui connaissent le chemin parcouru par le Rwanda depuis la crise de 1994 jusqu'à aujourd'hui salueront vos accomplissements, et je pense que l'impact sur la Communauté d'Afrique de l'Est a également été considérable.